



PRÉFET D'ILLE-ET-VILAINE

Préfecture  
Direction de la Coordination Interministérielle  
et de l'Appui Territorial  
Bureau de l'environnement et de l'utilité publique

N° 36166-1

## **ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE**

**portant modification de certaines dispositions de l'arrêté préfectoral  
d'autorisation d'exploiter du 25 octobre 2006 de la société KNAUF INDUSTRIES OUEST à Torcé**

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION BRETAGNE  
PRÉFÈTE D'ILLE-ET-VILAINE**

**VU** le code de l'environnement et notamment les articles L.211-1, L.511-1, L.512-7-5 et L.512-16 ;

**VU** le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne 2016-2021 ;

**VU** le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) Vilaine du 2 juillet 2015 ;

**VU** l'arrêté ministériel du 21 juin 2004 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique 2564 relative au nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces (métaux, matières plastiques...) par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques ;

**VU** l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique 2714 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 36166 du 25 octobre 2006 autorisant la société KNAUF INDUSTRIES OUEST, dont le siège social est situé Guéméné-sur-Scorff (56160), à exploiter une installation de transformation et de stockage de polymères située zone industrielle « Le Haut Montigné » sur la commune de Torcé ;

**VU** le rapport de l'inspection réalisée le 13/03/2019 sur le site et les constats concernant la gestion des eaux industrielles ;

**VU** le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 8 avril 2019 ;

**VU** le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance de l'exploitant le 16 mai 2019, pour observations éventuelles ;

**VU** les observations présentées par le demandeur sur ce projet le 27 mai 2019 ;

VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnemental et des Risques Sanitaires et Technologiques du 2 juillet 2019 ;

VU les courriers en date des 4 et 21 juillet 2019 par lequel la société KNAUF INDUSTRIES a été invitée à faire connaître ses observations sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire qui lui a été transmis ;

VU le courrier en date du 9 juillet 2019 par lequel l'exploitant confirme ne pas avoir de remarque ou observation à formuler sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;

**Considérant** que l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 36166 de l'installation ne correspond plus à l'activité et l'organisation du site et qu'il doit être mis à jour ;

**Considérant** que les études et éléments fournis par l'exploitant à l'inspection des installations classées, ne permettent pas de vérifier si les intérêts mentionnés à l'article L211-1 et L511-1 du code de l'environnement sont suffisamment protégés par l'exécution des prescriptions réglementaires applicables à l'installation en ce qui concerne les impacts du rejet des eaux industrielles dans le milieu ;

**Considérant** que, pour ce faire et conformément à l'article L512-7-5 du code de l'environnement, il est nécessaire de décrire et caractériser le rejet des eaux industrielles du site, d'en évaluer les impacts sur le milieu afin de le réglementer, s'il y a lieu, notamment en définissant des valeurs limites d'émission et les modalités d'autosurveillance du rejet ;

**Considérant** que l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2661 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, fixe les polluants à rechercher en fonction de l'activité et les valeurs limites d'émission à respecter pour les rejets aqueux dans le milieu naturel d'une installation nouvelle ;

**Considérant** que l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 susmentionné n'est pas applicable à l'installation KNAUF INDUSTRIES OUEST en application de son article 1<sup>er</sup>, mais que ce texte peut servir de support à l'exploitant dans le cadre de la définition de valeurs limites d'émission ;

**Sur proposition** du Secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine,

## ARRÊTE

### Article 1 – Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Le tableau de l'article 1.2.1. de l'arrêté préfectoral n° 36 166 du 25/10/2006 est remplacé par le présent tableau.

Rubrique de la nomenclature	Description de la rubrique	Régime et Caractéristiques
2661-1	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de) : 1. Par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud, vulcanisation, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant : b) Supérieure ou égale à 10 t/j mais inférieure à 70 t/j	<b>E</b> Activité PSE : 10 t/j Activité extrusion : 33,6 t/j Total : 44 t/jour (capacité maximale)
2662	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de). Le volume susceptible d'être stocké étant : 2. Supérieur ou égal à 1 000 m <sup>3</sup> mais inférieur à 40 000 m <sup>3</sup>	<b>E</b> Matière première : 615 m <sup>3</sup> polystyrène expansible 1 005 m <sup>3</sup> extrusion Total : 1 620 m <sup>3</sup>
2663-1	Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de) : 1. À l'état alvéolaire ou expansé tels que mousse de latex, de polyuréthane, de polystyrène, etc., le volume susceptible d'être stocké étant : b) Supérieur ou égal à 2 000 m <sup>3</sup> mais inférieur à 45 000 m <sup>3</sup>	<b>E</b> Volume total : 11 998 m <sup>3</sup>

<b>2663-2</b>	Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de) : 2. Dans les autres cas et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant : c) Supérieur ou égal à 1 000 m <sup>3</sup> mais inférieur à 10 000 m <sup>3</sup>	<b>D</b> Volume total : 2 902 m <sup>3</sup>
<b>2714</b>	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719 Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 2. Supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> mais inférieur à 1 000 m <sup>3</sup>	<b>D</b> Volume total : 500 m <sup>3</sup>
<b>2791</b>	Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2794, 2795 et 2971. La quantité de déchets traités étant : 2. Inférieure à 10 t/j.	<b>DC</b> 3,6 t/j
<b>2564-A</b>	Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces quelconques par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques. A. Pour les liquides organohalogénés ou des solvants organiques volatils (1), le volume équivalent des cuves de traitement étant : 2. Supérieur à 200 l, mais inférieur ou égal à 1 500 l	<b>DC</b>
<b>2910-A</b>	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a ou au b (i) ou au b (iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique du bois brut relevant du b (v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale est : 2. Supérieure à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	<b>DC</b> 1 chaudière de 2,8 MW
<b>2921</b>	Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle (installations de) : b) La puissance thermique évacuée maximale étant inférieure à 3 000 kW	<b>DC</b> Puissance thermique évacuée : 426 kW

E : Enregistrement, D : Déclaration, DC : Déclaration avec contrôle

## Article 2 – Agrément des installations

L'autorisation préfectorale vaut agrément dans la limite ci-dessous (huiles usagées, emballages, véhicules hors d'usage...)

<b>NATURE DU DÉCHET</b>	<b>PROVENANCE INTERNE/EXTERNE</b>	<b>QUANTITÉ MAXIMALE ADMISE</b>	<b>CONDITIONS DE VALORISATION</b>
Déchets d'emballage en polystyrène expansé non souillé	Provenance interne et externe. Zone de collecte : région Bretagne	120 t/an	Valorisation des déchets en interne et en externe

Cet agrément est délivré au titre des articles R.515-37, R.515-38, R.543-66 à 72, R.543-74 du code de l'environnement.

### **Article 3 – Prescriptions particulières applicables aux activités soumises à simple déclaration**

L'article 10.1 de l'arrêté d'autorisation du 25 octobre 2006 est remplacé par le présent article :

*« Sont applicables, tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions fixées par le présent arrêté :*

*Les prescriptions contenues dans les arrêtés types suivants : 2714, 2564, 2910, 2921 ;*

*Les prescriptions des arrêtés types 2661 et 2663 pour la partie applicable aux installations existantes.*

*Au titre de l'article R512-55 du code de l'environnement, les installations classées 2564, 2910 et 2921 ne sont pas soumises à l'obligation de contrôle périodique puisqu'elles sont incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'enregistrement au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. »*

### **Article 4 – Incidence des rejets d'eaux industrielles sur le milieu**

L'exploitant réalise une étude d'incidence environnementale des rejets aqueux industriels de l'installation KNAUF INDUSTRIES OUEST sur la ressource en eau, le milieu aquatique, l'écoulement, le niveau et la qualité des eaux en tenant compte des variations saisonnières et climatiques et de l'activité du site.

Elle justifie, le cas échéant, de la compatibilité du rejet avec le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux Loire-Bretagne 2016-2021 et le schéma d'aménagement et de gestion durable Vilaine du 02/07/2015.

À l'issue de l'étude, l'exploitant propose les mesures nécessaires au respect de valeurs d'émission destinées à réduire voire supprimer l'impact sur le milieu récepteur. Pour ce faire et en l'absence de contraintes locales particulières, il s'appuie sur les valeurs limites d'émission fixées par les arrêtés applicables à l'installation du fait de son classement au titre des installations classées pour la protection de l'environnement. Il peut également utilement s'aider des prescriptions fixées à l'article 38 de l'arrêté 27/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations nouvelles relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2661 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Cette étude, assortie de propositions destinées à garantir dans le temps la surveillance du maintien de l'absence d'impact, devra être transmise à l'inspection des installations classées **sous un délai de six mois** à compter de la signature du présent arrêté.

### **Article 5 – Délais et voies de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Rennes :

1. Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
2. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de cette décision ;

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° susvisés.

Le tribunal administratif de Rennes peut être saisi en utilisant l'application *Télérecours citoyens* accessible par le site <https://www.telerecours.fr>

### **Article 6 – Mesures de publicité**

En vue de l'information des tiers :

1. Une copie de l'arrêté est déposée à la mairie de Torcé et peut y être consultée ;
2. Un extrait de l'arrêté est affiché à la mairie de Torcé pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
3. L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, pendant une durée minimale de quatre mois.

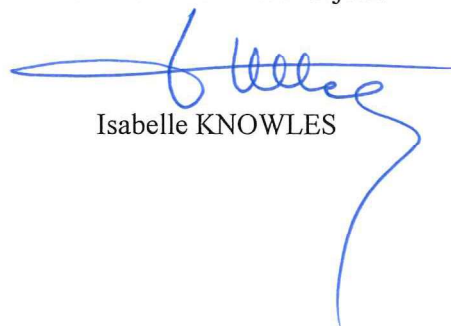
L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

#### **Article 7 – Exécution**

Le Secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, le Sous-Préfet de Fougères-Vitré, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne et l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au Maire de la commune de Torcé et à la société KNAUF INDUSTRIES OUEST.

Rennes, le **23 JUIL. 2019**

Pour la Préfète et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Pour le Secrétaire Général, par suppléance  
La Secrétaire Générale adjointe



Isabelle KNOWLES